

1 Ibrahim Et Abessolo Yves Andre¹ and Abessolo Yves Andre²

2 ¹ Université de Maroua

3 *Received: 14 December 2018 Accepted: 3 January 2019 Published: 15 January 2019*

4

5 Abstract

6 The objective of this article is to analyse the social and economic effectiveness of a mode of
7 financing development based on foreign direct investment. To this end, a careful and
8 endoscopic observation of the recent economic literature has enabled us to see that FDI,
9 through the mechanisms of the fiscal competition it generates between States, could in one
10 way or another affect the socio-economic, tax and even redistributive variables of a host
11 country. Thus, using the VAR modelling in this article, we realized that these foreign capital
12 flows have a mixed effect on the quality of income redistribution in Cameroon.

13

14 *Index terms*— FDI, redistribution, tax competition, VAR model.

15 1 I. Introduction

16 e Cameroun parait l'un des pays de l'Afrique subsaharienne les plus diversifiés sur les plans économique, culturel
17 et social. C'est un pays de l'Afrique centrale dont les atouts sont hors du commun. Les richesses naturelles
18 du sol et du sous-sol, les richesses maritimes et forestières, l'ouverture sur la mer et le niveau du bilinguisme
19 sont quelques peu des exemples prégnants permettant d'une manière prémonitoire de spéculer sur la prospérité
20 socioéconomique de ce pays d'Afrique centrale.

21 Cependant, les rapports de certaines institutions nationales et internationales exhibent que ce pays, au même
22 titre que certains de ses pairs d'Afrique situés au sud du Sahara, pâtit d'un certain nombre de difficultés inhérent
23 au financement de son économie. L'organisation par ce pays d'une conférence internationale sur le financement
24 du développement en mai 2016 sur le « thème investir au Cameroun terre d'opportunité » et la création de deux
25 fonds par la Société Nationale d'Investissements pour le financement des infrastructures de base et le secours
26 aux jeunes entreprises innovantes sont en outre quelques indices clignotant le besoin en fonds de financement du
27 développement et de la croissance de ce pays.

28 Ainsi, dans ce contexte où les gouvernements des pays en développement se méfient des fardeaux de la dette
29 (Ajayi, 2006), la recherche d'un mode de financement non générateur des intérêts à verser aux créanciers paraît
30 de plus en plus salubre eu égard à la bonne santé des économies en développement (Zea et Lécuyer, 2018 ;
31 Campbell, 2017). Pour un bon nombre d'auteurs (Mainguy, 2004 ; Laya et al., 2009 ; Jude, 2019 et Eka, 2019), la
32 mobilité des flux des capitaux étrangers paraît comme une solution. Toutefois, la recherche de ce mode a un prix
33 à payer qui est celui de mettre les pays en concurrence fiscale afin d'attirer les capitaux et dont les conséquences
34 sont entre autres la baisse des recettes fiscales (Pfister, 2009 ; Raspiller, 2009), l'élargissement de l'assiette
35 fiscale au sein d'une économie et par ricochet, la détérioration de la qualité de la redistribution du revenu (Perkins
36 et al., 2008 ; Eho, 2009 et Mankiw et al., 2013). C'est donc l'ensemble de ces constats qui nous amène à mener
37 une réflexion. D'ores et déjà, dans un environnement où les investisseurs étrangers se bousculent pour la recherche
38 des nouvelles opportunités, où les pays d'accueil entrent en concurrence pour attirer les capitaux étrangers et
39 où les tissus industriel et social de plusieurs pays, en l'occurrence ceux d'Afrique et d'Asie, paraissent mous et
40 poreux, une observation endoscopique de cet environnement mérite d'être faite.

41 En effet, un regard attentif tourné vers le contexte socioéconomique des pays en voie de développement fait
42 paradoxalement remarquer que ces derniers pâtissent d'une pléthore de difficultés financières et technologiques,
43 mais jouissent d'une kyrielle de ressources naturelles.

44 Une fouille de la littérature économique récente ressort que les marasmes observés dans ces pays sont dans la
45 plupart des cas tributaires d'un triptyque d'arguments et parmi lesquels le déficit de l'épargne nationale, la chute
46 des prix des matières premières et la faiblesse du niveau et de la qualité des infrastructures de base. Deux des

1 I. INTRODUCTION

47 conséquences directes et immédiates de ce manque de ressources sont le tassement de la croissance (CEA, 2017)
48 et la détérioration de la qualité de vie des populations de ces pays en développement (Lachaud, 2006).

49 Afin de pallier ces constats mélancoliques, une panoplie d'économistes s'est interrogée sur les multiples voies et
50 moyens pouvant aider les économies des pays en développement à sortir de leur situation de précarité pour rejoindre
51 le rang des économies des pays développés. Ainsi, selon Jude (2019), Zea et Lécuyer (2018), Campbell (2017) et
52 Wamba et al. (2017), l'idée néolibérale selon laquelle les pays pauvres doivent se plier et adopter les stratégies
53 de développement mises en place par les grandes puissances économiques revêt encore d'actualité. Selon Raffinot
54 (2016) et Amara (2003), ces stratégies sont épistémologiquement ancrées dans un large corpus de débat opposant
55 les néolibéraux aux néomarxistes. Les premiers sont issus de la lignée néoclassique et paraissent plus optimistes
56 eu égard aux effets bénéfiques des capitaux étrangers sur une économie d'accueil. Les seconds quant à eux sont
57 davantage d'obédience altermondialiste et se montrent pessimistes quant aux effets des flux extérieurs sur une
58 économie.

59 Cet article, loin d'être original eu égard à l'analyse des effets des IDE sur les variables socioéconomiques d'une
60 économie en développement, mais le paraît en tentant d'intégrer dans l'analyse les effets des entrées d'IDE sur
61 la mobilisation des recettes fiscales et par ricochet sur le niveau et la qualité de la redistribution du revenu au
62 Cameroun. En effet, restant à l'affût de l'actualité économique moderne, cette dernière semble montrer que,
63 les Etats, en se livrant à une concurrence pour attirer les capitaux étrangers, diminuent leurs recettes fiscales
64 (Pfister, 2009) publiques sur la détermination du taux d'imposition. Et la dernière des dimensions fait allusion à
65 l'influence des débats publics sur la prestation des services publics de base à l'instar des routes, de l'eau et des
66 hôpitaux.

67 Selon Raess (2007) si les pauvres sont dominants et politiquement actifs dans une société donnée, alors le
68 pan du débat démocratique s'inclinerait du côté de la hausse des prestations des services. Laquelle hausse va
69 nécessiter une augmentation des recettes fiscales. C'est ainsi que la politique d'attractivité des firmes étrangères
70 à travers la baisse de la fiscalité viendra perturber l'efficacité de la gouvernance.

71 L'auteur arrive aussi à une conclusion que la politique d'attractivité des IDE basée sur la manipulation de
72 la fiscalité dans les pays en développement ou dans les pays les moins avancés contribue négativement à la
73 mobilisation des ressources fiscales dans ces pays et par conséquent peut impacter négativement la qualité de la
74 croissance économique.

75 Si Ainsi, suivant les travaux de ces auteurs, nous allons dans cette étude présenter le modèle de Renouard
76 (2012) qui paraît le plus complet et le plus exhaustif. La figure suivante ressort le résumé synoptique de ce
77 modèle.

78 , cet auteur précise que la responsabilité sociale des entreprises étrangères est connue selon l'approche de quatre
79 « P », suivant laquelle, firmes multinationales assument quatre types de responsabilités à savoir le profit, le prix,
80 les personnes et la planète. Selon Ahlby (2009) et Pfister (2009), la recherche des profits des multinationales
81 devrait entraîner la mobilisation des recettes fiscales et contribuer au bout de la chaîne à la fourniture des
82 services publics financés par ces ressources. ? Contributions de l'école de la dépendance à l'explication de l'effet
83 des stratégies de la mobilité des IDE sur la qualité de la croissance économique Selon Camara (2003), la principale
84 contribution de l'école de la dépendance dans le domaine des flux internationaux de capitaux a été de concentrer
85 sa pensée sur les conséquences néfastes de ces flux sur une économie en développement. De ce fait, un bon nombre
86 d'auteurs qui se sont manifestés, directement ou indirectement, partisans de cette école, ont mentionné et soutenu
87 que les différentes stratégies d'implantation adoptées par les IDE peuvent contribuer à détériorer à détériorer les
88 conditions de vie des populations à travers la destruction des emplois et la baisse des recettes fiscales. Suivant
89 donc ces idées, les économistes de la dépendance ont brandi deux effets indésirables des IDE sur les conditions de
90 vie des populations d'une économie donnée. Les effets sont relatifs à l'impact négatif des IDE sur les entreprises
91 et les emplois locaux. Ces effets sont appelés effet d'éviction dans la littérature économique (Jude, 2019). Et les
92 deuxièmes effets quant à eux font allusion à la baisse des recettes fiscales qui résultent de la concurrence fiscale
93 entre les Etats pour attirer les

94 ? Contributions de l'école structuraliste à l'explication de l'effet des stratégies de mobilité des IDE sur la
95 qualité de la croissance économique Echaudemaison (2008) définit le structuralisme comme un ensemble des
96 théories qui soutiennent qu'il existe des structures sociales et économiques qui ne sont pas observables dans les
97 pays en voie de développement, mais qui génèrent des phénomènes sociaux et économiques observables. Ainsi, la
98 présence des IDE dans certains secteurs stratégiques des pays en développement (Regnault, 2013), la détérioration
99 des termes de l'échange causée par la division internationale du travail (Easterly, 2010), peuvent être considérés
100 comme quelques exemples du structuralisme. Selon Amin (2002 et 2003), les structuralistes font la distinction
101 entre les pays développés et les pays sous-développés. Les premiers sont appelés pays du centre et les seconds
102 appelés pays de la périphérie. L'auteur précise que les pays du centre sont structurellement différents des pays
103 de la périphérie et par conséquent, toute politique imposée par le centre pour promouvoir le développement de
104 la périphérie sera vouée à l'échec. Raffinot (2016) précise que ce constat fondamental a amené les économistes
105 structuralistes à rejeter les thèses orthodoxes selon lesquelles les pays sous-développés doivent suivre la voie des
106 pays développés et que les IDE sont l'une des voies pouvant aider ces pays pauvres à sortir de leur précarité.

107 Critiquant les mécanismes de la division internationale du travail dans laquelle, les pays du centre et ceux
108 de la périphérie produisent respectivement des biens industriels et des matières premières, Amin (2002) conclut
109 que les avantages du commerce reviendraient aux pays du centre. En effet selon cet auteur et aussi Acemoglu

110 et Robinson (2012) et Easterly (2010) ont précisé que les pays sous-développés de la détérioration des termes de
111 l'échange. Ainsi, selon Raffinot (2016), cet argument de la détérioration des termes de l'échange a amené les
112 structuralistes à considérer le libre-échange comme dangereux pour les pays de la périphérie.

113 Comme solution à ce problème, Regnault (2013) ressort que les pays sous-développés ont adopté la stratégie
114 d'industrialisation par substitution aux importations. Selon cet auteur, cette étape de l'industrialisation ne
115 nécessite des technologies compliquées encore moins de la présence étrangère à travers les firmes multinationales.

116 ? Contributions de l'école institutionnaliste à l'explication de l'effet des stratégies de la mobilité des IDE sur
117 la qualité de la croissance Acemoglu et Robinson (2012) définissent une institution comme une structure sociale
118 qui est dotée d'une certaine stabilité dans le temps. Cherchant à justifier la persistance de la pauvreté dans les
119 pays sous-développés, ces derniers ont mis un accent sur la fragilité des institutions dans ces pays. Selon, Camara
120 (2003) cette fragilité des institutions peut s'expliquer par beaucoup des facteurs dans les pays en développement
121 et parmi lesquels le comportement des élites.

122 Citant les pionniers de l'école institutionnelle, Raffinot (2016 et 2010), ??erkins et En effet, selon certains
123 théoriciens de la concurrence fiscale, les pays en développement, au nom de la recherche d'une croissance
124 qualitative à travers l'attraction des IDE peuvent être entraînés à alimenter les paradis fiscaux. En accordant des
125 vacances ou des cadeaux fiscaux aux entreprises étrangères et par ricochet sont tentés de réduire la mobilisation
126 des recettes fiscales (Piketty, 2011 ;2013 ;2015et Raspiller, 2005)). D'autres soulignent la concurrence à laquelle
127 se livrent les Etats à la recherche et l'attraction des capitaux mobiles investis par les multinationales peut leurs
128 exposer à un problème de l'anti-sélection ou de la sélection adverse. Selon les partisans de cette idée, les Etats
129 ne doivent compter sur le secteur privé pour fournir par lui-même le montant nécessaire pour une croissance de
130 qualité et favorable aux pauvres. Selon Tamba (2017), le principe de la main invisible ne fonctionne pas lorsque
131 les marchés sont soumis à la sélection adverse.

132 Piketty et Saez (2013), dans leur étude qui porte sur la fiscalité du 19ème siècle a essayé de décrire la
133 théorie de la taxation optimale des capitaux étrangers et domestiques ainsi que les conséquences de la hausse
134 du taux d'imposition sur les mouvements des facteurs mobiles et immobiliers que sont les flux des capitaux et les
135 mouvements de la main d'oeuvre.

136 S'agissant de la théorie de taxation optimale, l'auteur précise tout d'abord qu'elle a permis de formaliser le
137 dilemme entre l'équité sociale et l'efficacité économique. Certains économistes à l'instar de Mankiw et Taylor
138 (2013) ont souligné que la théorie de la taxation optimale permet de distinguer les socialistes des capitalistes.
139 Ainsi, cherchant à analyser l'économie sous sa dimension normative, les socialistes défendent l'idée selon laquelle
140 les économies de marché peuvent, à travers la politique de la baisse des impôts et des taxations, peuvent susciter
141 une baisse des transferts sociaux et contribuer à une aggravation des inégalités entre les individus. A l'inverse,
142 selon les capitalistes, réduire les inégalités sociales du revenu à travers les transferts peut réduire l'activité
143 économique et l'englober davantage. Au total, les socialistes ont brandi le problème social des inégalités pour
144 défendre la politique incitative des impôts et les capitalistes mettent en avant l'aspect désincitatif de l'impôt.
145 Raess (2007) fait ressortir que dans le processus du développement, les questions fiscales se trouvent au coeur du
146 rôle de l'Etat. Pour cela, l'auteur mentionne que tout échec relatif à ce domaine fiscal peut contribuer à nuire
147 la qualité de la croissance et par conséquent, entraver le niveau de la pauvreté. Selon Tamba (2017) le domaine
148 fiscal concerné en général les procédures et les modalités d'imposition, les recettes fiscales de l'Etat, les dépenses
149 publiques ainsi que la gestion du déficit budgétaire. Raess (2007) mentionne encore que les pauvres sont les
150 principaux bénéficiaires des prestations et des services publics de l'Etat. Une diminution des dépenses publiques
151 peut se traduire par une aggravation du niveau de la pauvreté.

152 Tel qu'il a été mentionné dans les travaux de Raffinot (2016), Mainguy (2004), Camara (2003) et Manso-Preto
153 (1982), les économistes hétérodoxes sont ceux qui critiquent les arguments de l'économie libérale. Samir Amin et
154 Fernando Cardoso, Prebisch-Singer et Clarence Ayres paraissent parmi quelques économistes les plus marquants
155 de cette thèse. L'idée défendue par ces derniers est celle que la politique menée par les grandes puissances comme
156 les pays industrialisés contribue à bloquer le développement des pays pauvres.

157 Citant Bornschier (1983) qui a mis en évidence le rapport entre la mobilité du capital étranger et l'évolution
158 des inégalités dans les pays en développement, Camara (2003) mentionne que cet auteur est l'un des premiers à
159 soutenir que les IDE participent à réduire les inégalités dans les pays d'origine et à les augmenter dans les pays
160 récepteurs. Samir Amin (2002), dans son article qui porte sur la mondialisation et l'apartheid, compare cette
161 dernière et l'ouverture économique à l'impérialisme et dénonce par conséquent que les pays développés, qui sont
162 au centre, se nourrissent des pays pauvres qui sont situés aux périphéries.

163 Selon Camara (2003), cherchant à justifier l'hypothèse qui sous-tend l'IDE comme source de domination de la
164 périphérie et facteur de production des inégalités dans les pays en voies de développement, précise que la position
165 d'un pays dans les relations économiques mondiales détermine son aptitude à distribuer les revenus issus des
166 sources étrangères.

167 Parallèlement à cette vision, certains auteurs mentionnent que l'installation des firmes multinationales
168 contribue à creuser davantage des inégalités car ces firmes emploient pour l'essentiel l'élite qui peut gagner
169 jusqu'à dix fois le salaire moyen.

170 Selon Lahimer (2009), l'implantation des entreprises étrangères dans les secteurs stratégiques des pays en
171 développement contribue le plus souvent à détruire les emplois non qualifiés au détriment des emplois qualifiés
172 et des emplois hautement capitalistiques. Citant Tsai (1995), Camara (2003) ressort que la coalition entre

7 B) INTERPRÉTATIONS ET DISCUSSIONS ÉCONOMIQUES DES RÉSULTATS

173 l'Etat, les investisseurs étrangers et l'élite locale peut entraîner une entrave à la mise en oeuvre des politiques
174 distributives qui sont toujours plus favorables aux couches sociales les plus défavorisées. Allant dans le même
175 sens, Bornschieer (1983) précise que la coalition entre une classe minoritaire contre la majorité de la population
176 contribue à marginaliser davantage cette dernière à travers le système de production mondial.

177 2 III. Cadre Méthodologique de L'étude

178 Une revue des approches empiriques concernant les effets d'IDE sur la qualité de la croissance économique et de
179 la redistribution a permis de mettre en relief un certain nombre des facteurs à travers lesquels, l'IDE pourrait
180 affecter cette dernière.

181 3 b) Présentation des variables et signes attendus des 182 paramètres

183 Le tableau 1 suivant récapitule l'ensemble de variables utilisées dans cet article afin de dégager les effets des
184 capitaux étrangers sur la redistribution de revenu au Cameroun à travers le mécanisme de la concurrence fiscale.

185 Tableau 1: Présentation des variables et signes attendus de leurs paramètres Source : auteurs de l'étude à
186 partir de la littérature.

187 Afin de ressortir empiriquement les effets des IDE sur la qualité de la redistribution du revenu au Cameroun,
188 nous avons compilé l'ensemble de ces données dans le logiciel Excel et puis les avons exportées dans le logiciel
189 STATA 12. Cet outil d'analyse de données nous permis d'une part d'effectuer des tests préliminaires inhérents à
190 l'étude des séries temporelles tels les tests de causalité et de stationnarité, et d'autre de réaliser l'estimation du
191 modèle VAR retenu de l'étude. La section suivante aura le mérite de présenter les différents résultats obtenus.

192 4 IV. Résultats et Discussions Economiques

193 Dans la présente section, nous allons nous évertuer à exhiber les différents résultats issus des estimations
194 économétriques avant de procéder aux discussions économiques de ces derniers. A l'issue de ces résultats, nous
195 constatons que la plupart des variables sont intégrées en différence première. Cependant, les variables telles les
196 dépenses publiques à caractère social en pourcentage du PIB (DPSPiB), les flux des investissements étrangers
197 (IDEfxinPIB), l'inflation (TxINFL) et la part de la population urbaine dans la population totale (POPURB)
198 sont intégrées à niveau. Par contre, la variable captant le taux d'accroissement de la population est intégrée
199 en différence deuxième. Globalement, nous constatons que les variables de ce modèle sont d'ordre d'intégration
200 différent. Et comme le précisent Bourbonnais (2015) et ??afiou (2009), si dans un modèle VAR, les variables
201 n'ont pas le même niveau d'intégration, alors il faut d'abord avant toute estimation déterminer le nombre optimal
202 de retard à considérer. Le prochain point aura le mérite de ressortir le nombre optimal du décalage à considérer.

203 5 ? Détermination du retard optimal

204 Les résultats fournis par STATA 12 indiquent que le retard optimal à intégrer est de deux décalages (voir tableau
205 3 suivant).

206 Tableau 3: Détermination du nombre du retard optimal Source: Calculs des auteurs à partir de STATA 12.

207 Suite à quoi, nous avons enfin estimé notre modèle VAR à deux retards. Les résultats issus de ces estimations
208 sont consignés dans le tableau 4 qui vient.

209 6 ii. Résultats issus des estimations d'un modèle VAR à deux 210 retards

211 Le tableau 4 ci-dessous ressort les différents résultats issus de l'estimation d'un modèle VAR à deux décalages de
212 cette étude. Note: (***) , (**) et (*) représentent respectivement les significativités à 1%, 5% et 10%.

213 L'ensemble des précédents résultats nous ont permis de mener quelques discussions économiques inhérentes au
214 rôle des IDE sur la redistribution du revenu à l'aide du biais du canal fiscal. La section suivante va se coltiner
215 de ressortir ces discussions.

216 7 b) Interprétations et discussions économiques des résultats

217 Tel qu'il a été mentionné plus haut, les effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu dans cette étude
218 vont transiter par leurs effets sur la fiscalité. Toutefois, dans cet article, nous avons pris en compte trois types
219 de variables indicatrices de la redistribution à savoir, l'indice qualitatif de la croissance, les dépenses publiques
220 sociales et les investissements locaux. L'effet des IDE sur chacune de ces variables permet d'indiquer par ricochet
221 leurs effets sur la qualité de l'éducation, de la santé et sur la nature des relations qui pourraient exister entre les
222 firmes étrangères et celles locales. Va-t-il s'agir d'un effet d'éviction ou de stimulation.

223 Concernant tout d'abord, en ce qui concerne les investissements domestiques, nous constatons que ces flux
224 d'IDE les affectent positivement pendant que les stocks de ces flux les affectent négativement. Les effets positifs
225 peuvent être expliqués dans la littérature économique comme des effets de stimulations des IDE sur l'économie
226 locale (Jude, 2019 ??t Lahimer, 2009). A ce niveau, nos résultats embrassent les prédictions théoriques de

227 l'école de la modernisation défendue par les économistes orthodoxes. En effet, pour ces derniers, l'insuffisance
228 de l'épargne, l'écart technologique et la faible compétitivité des entreprises des pays en voie de développement
229 seraient en grande partie dus au manque d'innovation et des investissements en recherche et développement
230 ??Ajayi, 2006).

231 Parlant des innovations, Aghion et Antonin (2017) soutiennent que les IDE peuvent constituer un grand bloc
232 permettant aux pays pauvres de bénéficier des mécanismes de destruction créatrice de Schumpeter. Nos résultats
233 corroborent ceux dégagés par certains auteurs à l'instar de ??amba et Par contre, nos résultats révèlent que
234 les stocks d'IDE affectent favorablement et de façon très significative la qualité de la croissance économique au
235 Cameroun. Ce résultat corrobore celui trouvé par Mlachila et al. (2015). Ce résultat peut s'expliquer à travers
236 l'impact positif des IDE sur les investissements domestiques et qui à leur tour affecte favorablement les dépenses
237 de consommation finales des ménages. Et ces dernières constituent l'une des trois dimensions de l'indice de la
238 qualité de la croissance au Cameroun.

239 8 V. Conclusion

240 Dans cet article, il est question de dégager les effets d'IDE sur la redistribution du revenu au Cameroun. Pour ce
241 faire, nous avons suivi une logique ayant permis de convoquer un dytique de controverses théoriques et empiriques.
242 Ensuite, l'ensemble de ces controverses ont constitué un cadre analytique de base dans lequel ce corpus a été
243 développé. Au confluent de ces logiques analytique et contextuel, un cadre méthodologique a été développé qui
244 est celui de appel à un usage des modèles économétriques de type VAR.

245 Toutefois, au regard de ce qui précède, nous constatons qu'autant le poids de la littérature justifiant la nature
246 des effets d'IDE sur la qualité de la croissance et de la redistribution est maigre et mitigée, autant nos résultats
247 concernant ces effets au Cameroun sont aussi mitigés. Mais toutefois, ces résultats semblent nous montrer que les
248 effets de long terme des IDE sont plus prégnants que ses effets de court sur la qualité de la croissance économique.
249 A ce niveau, deux conclusions majeures peuvent être retenues. La première conclusion est relative à la prégnance
250 des effets de long terme qui peuvent être interprétés comme les transferts de la technologie (Jacques, 2006) et la
251 seconde conclusion peut être vue du côté de réinvestissement des bénéfices par les firmes étrangères au Cameroun.
252 Ainsi, bien que les effets d'IDE soient mitigés au Cameroun, il se dégage que les effets de long terme l'emporte
253 sur les effets de court terme. Par conséquent, le gouvernement camerounais se doit d'assainir son climat d'affaire
254 pour attirer les firmes étrangères et est tenu de réviser sa politique fiscale afin d'éviter la double imposition qui
255 est un frein à la mobilité des capitaux étrangers.

256 9 Références Bibliographiques

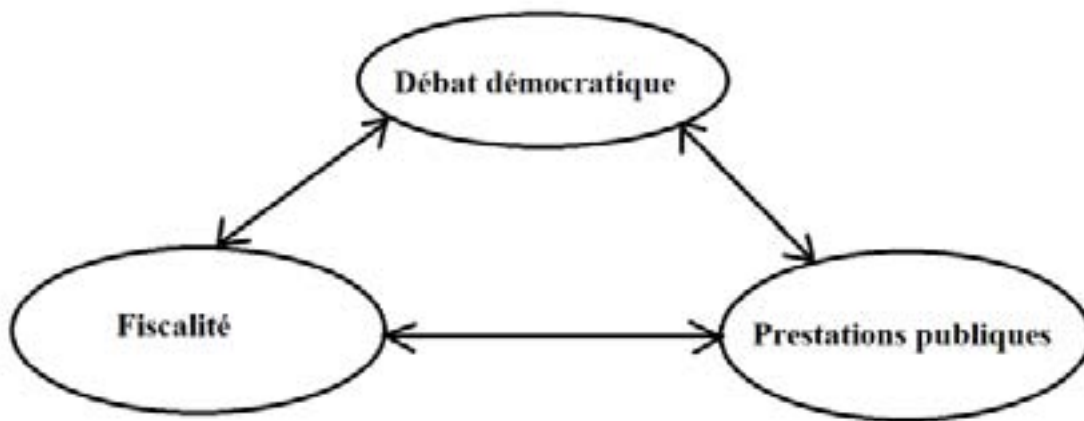


Figure 1:

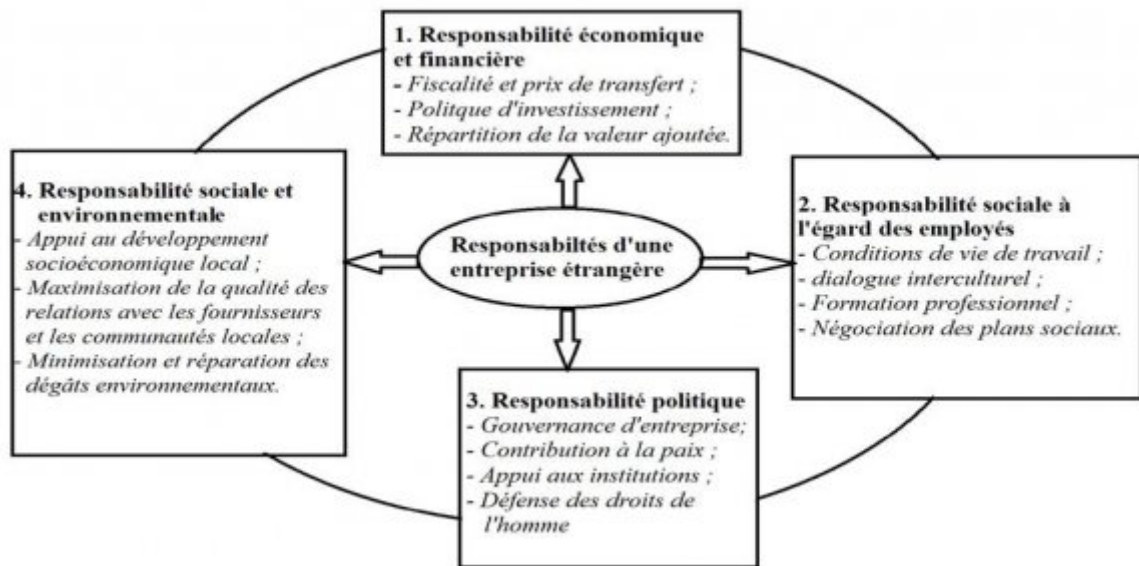
257 1 2 3 4

¹Elkington (1998), cité par Figazzolo et Harris (2011).

²Concurrence fiscale, mode de financement de la croissance basé sur le capital étranger et qualité de la redistribution du revenu au Cameroun

³© 2019 Global Journals

⁴Sims C. (1980), "Macroeconomics and Reality", *Econometrica*, 48, pp. 1-48, cité par Bourbonnais (2015).



1

Figure 2: Figure 1 :

i. Apports de quelques modèles théoriques à l'explication des effets d'IDE sur la qualité de la redistribution du revenu

Certains auteurs, à travers leurs études portant sur les responsabilités sociales, sociétales et environnementales des firmes multinationales avancent que ces dernières peuvent affecter favorablement ou défavorablement le niveau et la qualité de la redistribution et de la croissance économique. à notre connaissance, quelques modèles théoriques ont concouru à expliquer la nature de ces responsabilités. Il s'agit du modèle de Fomagalli (2003) ¹,

du modèle de Raess (2007) et enfin, celui de Renouard (2012). Dans cet article, nous allons nous évertuer à présenter les deux derniers types des modèles.

? Modèle de Raess (2007) et effet de dépendance envers les flux extérieurs des capitaux

a) Revue théorique de la littérature sur le lien entre IDE, fiscalité et redistribution
De prime à bord et sans études approfondies et poussées, il paraît très rare de trouver la littérature théorique traitant des effets d'IDE sur les variables redistributives ou celles sociales d'une économie donnée. En effet, comme le précise Jamin, les effets qualitatifs des IDE sur une économie d'accueil paraissent une tâche ardue et voire difficile à dégager. Cependant, l'examen endoscopique de quelques récents travaux sur la concurrence fiscale entre les Etats, séductrice de l'installation des firmes multinationale (Pfister, 2009 et Figazzolo et Harris, 2011), a permis aux théoriciens de l'économie de stipuler que les IDE pourrait affecter au même moment la qualité et la quantité de la croissance économique et notamment à travers ses effets sur la redistribution.

9 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

certains modèles se sont évertués à dénoncer l'effet néfaste des IDE du au comportement des gouvernements dans leur politique d'attractivité des flux des capitaux, d'autres par contre se sont plutôt coltinés à ressortir l'effet de ces flux étrangers à travers les responsabilités sociales, sociétales et économiques des firmes multinationales. C'est le cas par exemple des travaux cités dans Figazzolo et Harris (2011) et de l'étude menée par Renouard (2012) en ce qui concerne les responsabilités des firmes multinationales et notamment, le cas des firmes présentes en Afrique.

? Modèle

responsabilités sociales et sociétales des entreprises étrangères

Selon Figazzolo et Harris (2011), à travers la responsabilité

théorie de la redistribution

Figure 4: sociale et sociétale des entreprises, il se dégage dans la littérature économique une grosse tentative de conciliation entre la pratique des entreprises étrangères et le respect de la collectivité. Citant Elkington (1998) 2

firmes et les ii. Apports de quelques théories à l'explication des liens entre les IDE et la qualité de la redistribution du revenu

Comme il a été souligné dès l'introduction de cette étude, deux obédiences théoriques ont permis d'expliquer les effets possibles des IDE sur une économie d'accueil. Il s'agit d'un côté des idées des économistes libéraux et d'un autre côté, celles des économistes marxistes. L'

Nous venons de voir dans les paragraphes précédents et à l'aide de certains modèles théoriques que l'activité d'une firme multinationale peut avoir un certain nombre d'effet sur les conditions de vie et la qualité de la croissance dans un pays d'accueil. A travers ces modèles, nous avons aussi constaté que le croisement des stratégies des firmes et de celles des Etats semble dégager certains effets qui pourraient affecter la mobilisation des recettes fiscales de l'Etat et par conséquent les dépenses publiques à caractère social. Les principales conclusions retenues dans ces modèles est que les interactions stratégiques entre les

Figure 5: école de la dépendance et celle de la modernisation sont respectivement

Le cérémonialisme désigne tout comportement qui tend à contrecarrer le changement. Dans un pays cérémonialiste, les structures sociales attribuent des privilèges à certaines classes et conditionne la population à résister aux changements sociaux et économiques. Par contre, un Etat mou est un Etat qui n'est pas en mesure de mettre les institutions au service des populations mais au seulement, au service des couches sociales les plus riches. Globalement, cette revue de la littérature théorique concernant les effets d'IDE sur une économie en voie de développement en permis de mettre en relief le débat théoriques entre deux grandes écoles à savoir, l'école orthodoxe d'une part et l'école hétérodoxe d'autre part. b) Revue empirique de la littérature sur le lien entre IDE, fiscalité et redistribution De prime à bord et sans analyse poussée, il n'est Selon la littérature empirique développée par Piketty (2015 et 2013), Figazzolo et Harris (2011), Robinson (2011), Harris (2011) , Piketty (2011), Dahlby (2008), Kessler (2007), Madiès et al. (2005), Levasseur et Verdier (2005), Raspiller (2005) et Pfister (2009) sur l'imposition des IDE dans le monde, il se dégage que les activités des IDE dans un pays d'accueil peuvent affecter ses recettes fiscales.

Figure 6:

revenu national et à sa répartition et à l'inflation (Tamba, 2017) ainsi qu'à l'évolution du niveau des recettes fiscales (Renouard et Lado, 2013). Cependant, les facteurs non économiques font allusion aux facteurs administratifs, politiques et environnementaux.

a) Spécification du modèle économétrique et méthode d'estimation du modèle Avant de spécifier notre modèle économétrique, nous allons d'abord faire une recension des approches ayant permis d'étudier la nature des relations entre la mobilité des flux de capitaux étrangers et les variables socioéconomiques d'un pays d'accueil. Cette recension des modèles permettra d'élaguer d'une manière critique les approches qui ne seront pas utiles dans le cadre du présent article. ii. Présentation d'un modèle VAR et méthode d'estimation Nous allons d'un côté établir les écritures algébriques générale et spécifique d'un modèle VAR de cette analyse et d'autre part préciser sa méthode d'estimation. ? Formes générale et spécifique d'un modèle VAR de l'étude Selon Bourbonnais (2015) et Nafiou (2016), la modélisation classique a connu beaucoup des critiques. C'est ainsi la formulation d'un modèle de type VAR permet apporte une réponse statistique à l'ensemble de ces critiques. La spécificité de ce modèle réside au niveau de sa capacité à expliquer un phénomène par ses propres valeurs passées et les valeurs passées des autres variables. Généralement, la forme algébrique d'un modèle se présente de la façon suivante où i varie de 1 à 2 dans cette étude. Où Y_i , X_i et Z_i représentent respectivement un ensemble de vecteurs

Selon Bourbonnais (2015), l'avantage lié à ces derniers modèles réside au fait

Tableau 4: Variables explicatives

	Constante	
	D.IDPIB (-1)	
	D.IDPIB (-2)	
	DPSPiB (-1)	
28	DPSPiB (-2)	
Volume XIX Issue VII Version I E)	D.IQC (-1) D.IQC (-2) IDEffxinPIB (-1) IDEffxinPIB (-2) IDEstockPIB D.TSCOL D.EPARGPIB	
(TxinFL	
	D.LPIB	
0 lag	Sample: Selection-order criteria 350.189 LL LR 1983 -2016 POPURB D.D.TCPOP D.RFiscPIB	
1	365.747 31.116	
2	390.634 49.773*	
Endogenous:	D.IDPIB D.DPSPiB D.IQC IDEffxinPIB	
Exogenous:	D.IDEstockPIB D.TSCOL D.EPARGPIB TxinFL D.LPIB POPURB D2.TCPOP D.RFiscPIB	

[Note: Source: auteur de cette étude.]

Figure 8:

30
Volume XIX Issue VII Version I
E)
(

Figure 9:

développement, Université Montesquieu-Bordeaux
IV.
2.
Year 2019
31
Volume XIX Issue VII Version I
E)
(
Global Journal of Human Social Science -
© 2019 Global Journals

Figure 10:

- 258 [Mainguy ()] , C Mainguy . *Revue Région et Développement* 2004. p. .
- 259 [Mlachila et al. ()] ‘A quest for quality’. M Mlachila , R Tapsoba , S Tapsoba . *Finance & Development* 2015. p.
260 15.
- 261 [Piketty ()] ‘About capital in the twenty-first century’. T Piketty . *American Economic Review* 2015. 105 (5) p. .
- 262 [Jude ()] ‘Does FDI crowd out domestic investment in transition countries?’. C Jude . *Economics of Transition*
263 *and Institutional Change* 2019. 27 (1) p. .
- 264 [Gohou and Et Soumaré ()] ‘Does foreign direct investment reduce poverty in Africa and are there regional
265 differences?’. G Gohou , I Et Soumaré . *World Development* 2012. 40 (1) p. .
- 266 [Dor ()] E Dor . *Econométrie », Collection Synthex*, 2009.
- 267 [Keho ()] ‘Dépenses publiques et croissance économique en Côte d’Ivoire: une approche en terme de causalité’.
268 Y Keho . *Cellule d’analyse de politiques économiques du CIRES*, 2008.
- 269 [Easterly ()] W Easterly . « *Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?* », Edition *Nouveaux Horizons*,
270 (Paris) 2010. 2010.
- 271 [Gregorio ()] ‘Economic growth in latin America’. De Gregorio , J . *Journal of development economics* 1992. 39
272 (1) p. .
- 273 [Pamen et al. ()] *Effets des investissements directs étrangers sur l’accès la terre, le marché foncier et le commerce*
274 *intra-régional au Cameroun*, F Pamen , E Patrick , C R Besso , J A Biloa Essimi , A Ze . 2014. 2016-1996.
- 275 [Eka ()] F K A Eka . « *Localisation des firmes chinoises et attractivité des pays d’Afrique centrale*, 2018. CATT-
276 UPPA-Université de Pau et des Pays de l’Adour, Thèse
- 277 [Eka ()] F K A Eka . « *Localisation des firmes chinoises et attractivité des pays d’Afrique centrale*, 2019. p. .
278 (Document de travail)
- 279 [Esso ()] L J Esso . « *Investissements directs étrangers: déterminants et influence sur la croissance*, 2005.
- 280 [Abreu ()] *Examining the influence of foreign direct investment on economic growth in South Africa” Gordon*
281 *institute of business sciences*, De Abreu , E . 2016. p. 73. University of Pretoria
- 282 [Figazzolo and Harris (2011)] ‘Global Corporate Taxation and Resources for Quality Public Services’. L Figazzolo
283 , B Harris . *Education International Research Institute*, 2011. December.
- 284 [Raspiller ()] *La concurrence fiscale: principaux enseignements de l’analyse économique. Document de travail de*
285 *la Direction des Études et Synthèses Économiques*, S Raspiller . 2005.
- 286 [Madiès et al. ()] T Madiès , S Paty , Y Et Rocaboy . *Externalités fiscales horizontales et verticales », Revue*
287 *d’économie politique*, 2005. 115 p. .
- 288 [Magombeyi and Et Odhiambo ()] M T Magombeyi , N M Et Odhiambo . *Dynamic impact of FDI inflows on*
289 *poverty reduction: empirical evidence from South Africa », Sustainable Cities and Society*, 2018. p. .
- 290 [Mankiw and Taylor ()] G N Mankiw , M P Taylor . *Principes de l’économie*, (Paris) 2013. De Boeck supérieur.
- 291 [Mughal and Vechiu ()] M Mughal , N Vechiu . « *Investissements directs étrangers et éducation dans les pays en*
292 *voie de développement*, 2015. 2015. 66 p. .
- 293 [Nafiou ()] M M Nafiou . « *Aide publique au développement, niveau d’études et croissance économique au Niger*
294 *», Revue économique et monétaire, N°19, juin*, 2016. 2016.
- 295 [Piketty ()] ‘On the long-run evolution of inheritance: France 1820-2050’. T Piketty . *The quarterly journal of*
296 *economics* 2011. 126 (3) p. .
- 297 [Perkins et al. ()] D Perkins , S Radelet , D Et Lindauer . *Economie du développement », Edition Nouveaux*
298 *Horizons*, (Paris) 2008. 2008. De Boeck.
- 299 [Pfister ()] M Pfister . *Une fiscalité orientée vers l’investissement et le développement: aperçu de quelques enjeux*
300 *de politique fiscale en Afrique », Initiative NEPAD-OCDE pour l’investissement en Afrique*, 2009.
- 301 [Raess ()] P Raess . *Fiscalité et gouvernance : rôle et impact de la coopération internationale au développement*
302 *», Annuaire suisse de politique de développement*, 2007. n°2 2007. 26.
- 303 [Raffinot ()] M Raffinot . *Orthodoxie et hétérodoxie en économie du développement*, 2016. 2016. p. .
- 304 [Renouard and Et Lado ()] C Renouard , H Et Lado . « *Les multinationales et l’impasse du développement par*
305 *la*, 2013.
- 306 [Tamba ()] I Tamba . *Comprendre et pratiquer l’économie des politiques publiques*, 2017. Presses Universitaires
307 d’Afrique
- 308 [Raspiller ()] ‘Une analyse économique de la concurrence fiscale’. S Raspiller . *Revue française d’économie*, 2006.
309 2006. 20 p. .
- 310 [Piketty and Saez ()] ‘« A theory of optimal inheritance taxation’. T Piketty , E Saez . *Econometrica* 2013. 81
311 (5) p. .

9 RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- 312 [Ouattara ()] « *Analyse de la contribution des IDE à la croissance pro-pauvre en Côte d'Ivoire* », *BUPED,*
313 *Politique Economique et Développement N°01*, W Ouattara . 2009. 2009. (de la CAPEC)
- 314 [Pougue and Et Bernasconi ()] « *Capitalinvestissement et financement des PME au Cameroun: enjeux et*
315 *perspectives* », *La Revue des Sciences de Gestion*, Y.-A Pougue , M Et Bernasconi . N° 259-260. 2013.
316 2013. p. .
- 317 [Kessler ()] « *Des deux types de concurrence fiscale pour attirer les firmes* ». *Regards croisés sur l'économie*, M
318 Kessler . 2007. p. .
- 319 [Echaudemaison ()] « *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales* », 8 ème édition, C.-D Echaudemaison .
320 2008. Nathan.
- 321 [Kasule et al. ()] « *Does inward FDI crowd-out domestic investment? Evidence from Uganda*'. A T Kasule , G
322 M Ghani , N Mohamad , A M Derus . *Procedia-Social and Behavioral Sciences* 2015. 172 p. .
- 323 [Zea and Et Lécuyer ()] « *Fabrique Sud-Sud de référentiels internationaux de développement. Le Programme*
324 *d'acquisition d'aliments Afrique brésilien et la stratégie mexicaine Mésoamérique sans faim*, C C Zea , L Et
325 Lécuyer . 2018. p. . (Revue internationale des études du développement 2018/2 (N° 234)
- 326 [Dahlby ()] « *Imposition de l'investissement direct de l'étranger: principes économiques et considérations*
327 *relatives à la politique de l'impôt*'. B G Dahlby . Groupe consultatif sur le régime canadien de fiscalité
328 internationale 2008.
- 329 [Wamba et al. ()] « *Investissements directs étrangers dans le capital des grandes entreprises au Cameroun: quel*
330 *effet sur leur performance?*, L D Wamba , L Ndjanyou , K S R Et Nga . 2017. 2017/1 (n° 28. p. .
- 331 [Raffinot ()] « *L'appropriation (ownership) des politiques de développement : de la théorie à la pratique* » *Mondes*
332 *en développement*, M Raffinot . 2010. 2010. p. .
- 333 [Manso-Preto ()] « *L'impact de l'investissement privé direct sur le développement mexicain*, Q J M Manso-Preto
334 . 1982. 1982. Université d'Ottawa (Thèse)
- 335 [Tong ()] « *L'opérationnalisation de la stratégie de Croissance pro-pauvres au Cameroun*'. C M N Tong . *Revue*
336 *Interventions économiques*, 2016. p. .
- 337 [Lachaud ()] « *La mesure de la croissance pro-pauvres en Afrique : Espace de l'utilité ou des capacités?* »,
338 *Analyse comparative appliquée au Burkina Faso*, J P Lachaud . 2006a. Centre d'Economie du Développement,
339 Document de Travail
- 340 [Peixoto ()] « *La théorie de la dépendance: bilan critique* », *Revue française de science politique*, A C Peixoto .
341 1977. p. .
- 342 [Rigouzzo ()] « *Les fonds d'investissement: une source essentielle de capitaux à long terme pour les entreprises*
343 *africaines*, L Rigouzzo . 2014. p. . (Revue d'économie financière 2014/4 (N° 116)
- 344 [Mage-Bertomeu ()] « *Les modèles d'équilibre général appliqués à la politique commerciale: développements*
345 *récents* », *Revue d'économie politique*, S Mage-Bertomeu . 2006. 116 p. .
- 346 [Hussein et al. ()] « *Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique* », *Division des politiques macroéconomiques*
347 *de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies*, K Hussein , A Mukungu , Y Et Awel . 2018.
348 2018. Addis-Abeba.
- 349 [Regnault ()] « *Les pays en développement face aux investissements directs étrangers : de la substitution aux*
350 *importations à l'intégration profonde* », *Techniques Financières et Développement*, H Regnault . 2013. 2013.
351 p. .
- 352 [« Rapport économique sur l'Afrique : l'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de l'Afrique, Nations U
353 '« Rapport économique sur l'Afrique : l'industrialisation et l'urbanisation au service de la transformation de
354 l'Afrique, Nations Unies'. « *L'investissement et les nouvelles politiques industrielles*, 2017. 2017. 2018. 18.
355 (Rapport sur l'investissement dans le monde)
- 356 [Lachaud ()] « *Urbanisation, pauvreté et capacités: nouveaux défis des stratégies de développement ?* », *Revue*
357 *d'Economie Régionale Urbaine*, J P Lachaud . 2006b. p. .